

**Syrie - Turquie - Réponses de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à des questions au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 24 janvier 2018)

(Questions sur l'intervention turque en Syrie)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Il y a, depuis longtemps, une estime forte entre la France et le peuple kurde. Et, depuis longtemps, il y a aussi des divisions au sein de la communauté kurde. Il y a les Kurdes d'Iran ; il y a le Kurdistan irakien divisé lui-même en deux - entre les tendances de M. Barzani et les tendances de M. Talabani - et il y a les Kurdes syriens du PYG que vous venez de citer. Et, il y a le PKK.

Donc, lorsque l'on parle des Kurdes, il faut intégrer cette diversité ; il n'y a pas d'unité. Dans ces conditions, je voudrais vous dire trois choses.

Premièrement, nous avons une redevance et une reconnaissance très forte à l'égard des peshmergas qui ont aidé la coalition à libérer l'Irak de Daech en reprenant en particulier la ville de Mossoul.

Il y a aussi une très forte considération pour ce qui a été mené par les forces du commandant Massoum dans l'ensemble du nord-est syrien. Les combats continuent et nous les soutenons.

Mais il y a, parallèlement, l'opposition totale à ce qu'est le PKK, qui est une organisation terroriste reconnue comme telle par la France et par l'Union européenne. Et, nous maintenons cette posture.

Et, troisième point, il faudra que le règlement politique de la crise au Moyen-Orient et en Irak et en Syrie intègre de façon inclusive l'existence de communautés kurdes qu'il faut respecter./.

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Je vais poursuivre mon explication sur l'ensemble kurde, d'abord pour vous donner acte de cette constatation que la Turquie a engagé il y a quatre jours une opération militaire dans la région d'Afrin où résident plusieurs centaines de milliers de personnes.

Le président de la République s'est entretenu hier avec le président Erdogan pour évoquer cette situation. Il lui a exprimé d'une part, son attachement à la sécurité de la Turquie, sa compréhension sur la nécessité de sécuriser les frontières, et d'autre part, sa lourde préoccupation à l'égard d'une opération militaire intervenant dans une région exposée à des risques graves de crises humanitaires.

J'ai eu moi-même l'occasion de m'entretenir de ce sujet hier avec mon collègue turc, ici à Paris, et dimanche en relation téléphonique pour lui faire part de nos préoccupations.

Ceci étant, il faut se rendre compte que nous sommes dans une situation de dégradation humanitaire considérable en Syrie, à la fois dans la zone d'Afrin mais aussi dans la zone d'Idlib ou encore dans celle de Ghouta Est avec d'autres intervenants et le régime qui encerclent les forces d'opposition.

Nous sommes, en même temps, devant une situation politique incertaine, puisqu'il n'y a aujourd'hui aucune perspective politique qui se présente, sauf, et c'est le dernier espoir, la réunion qui va se tenir à Vienne demain, sous l'égide des Nations unies, où l'ensemble des parties prenantes sera présente et où je l'espère, un agenda de paix pourra être dessiné./.